



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf: FQR

ARRÊTE

de mise en demeure à l'encontre du SIVOM
de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet

12 - 67

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 autorisant le SIVOM de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet à exploiter une extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du « Pihourc » sur le territoire des communes de Latoue et Liéoux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2010 imposant au SIVOM de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet des prescriptions techniques complémentaires et notamment que « la station d'épuration spécifique de traitement des lixiviats devra être mise en service avant le 31 mars 2011 » ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploitation déposée le 15 mars 2011 par le SIVOM de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet déposée en application des dispositions du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mai 2011 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas tenu l'échéance du 31 mars 2011 imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2010, relative à la mise en place effective de l'installation de traitement des lixiviats;

Considérant que le traitement des lixiviats a nécessité des études techniques préalables quant à la faisabilité et au dimensionnement des dispositifs de collecte et de traitement in-situ à mettre en place et que des modifications sont intervenues notamment quant au rejet dans le milieu naturel (mise en place d'un « taillis à très courte rotation » plutôt qu'un rejet dans la Noue »;

Considérant que le SIVOM de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet s'est engagé au travers de sa demande déposée le 15 mars 2011, sur un programme de réalisation et un échéancier détaillé prévoyant le démarrage des travaux en septembre 2011, pour une mise en service fin juin 2012 avec une période de surveillance ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

A R R Ê T E

Article 1 : Le SIVOM de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet est mis en demeure de mettre en service de façon effective l'installation de traitement des lixiviats in-situ, avant le 30 juin 2012.

Article 2 : A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{re}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3 : Délai et voies de recours :

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au SIVOM de Saint Gaudens-Montréjeau-Aspet.

Toulouse, le 6 JUIN 2011

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN